Lorsque nous considérons son histoire de plus près, il devient impossible d'idéaliser John A. Macdonald. Il a été un politicien qui a connu un grand succès, et, comme bien des idéalistes le découvrent, le succès à long terme exige souplesse et compromis. Macdonald avait trouvé des moyens d'aller de l'avant, de tirer avantage du possible même lorsque cela ne correspondait pas exactement à ce qu'il recherchait. Certains de ses compromis ont été d'ordre moral. Après des années en fonction et les habitudes apprises à cause de son association avec des initiés et des stratégistes du parti, Macdonald avait franchi la ligne entre l'endroit où il est acceptable de céder et où il ne l'est pas. Mais il est également impossible d'étudier Macdonald, de lire ses lettres, sans développer une certaine affection pour lui. Notre affection envers Macdonald ne dépend pas de sa perfection – ni même de son intégrité – et, même 200 ans après sa naissance, Macdonald gagne malgré tout notre admiration réticente.

NOTES

1 Le magazine *Maclean's*, 10 juin 2011.

2 Tel que cité par Ged Martin, "Archival Evidence and John A. Macdonald Biography," *Journal of Historical Biography* 1 (Printemps 2007): 91.

3 Library and Archives Canada [LAC], Kimberley Papers, A 314, Lisgar to Kimberley 11 May 1871, enclosure, Macdonald to Francis Hincks, n.d. and postscript by Lisgar. Il est ironique que les historiens ont ensuite blâmé Lisgar d'entraver les négociations diplomatiques de Macdonald parce qu'il avait donner les lettres privées de Macdonald à des fonctionnaires britanniques.

4 LAC, Kimberley Papers, A 314, Lisgar to Kimberley 11 May 1871, enclosure, Macdonald to Francis Hincks, n.d., Minutes by Kimberley, 23 May 1871 ; Gladstone 25 mai 1871.

5 LAC, Kimberley Papers, A 314, Lisgar to Kimberley, private, 17 août 1871.

6 Library and Archives Canada, 314 Kimberley Papers, 30 août 1871 Lisgar à Kimberley, en privée.

7 L'autre 1 % du vote populaire est aller aux « autres » candidats. Parlement du Canada, Résultats électoraux, 2e élection, automne 1872, http://www.parl.gc.ca/parlinfo/Compilations/ElectionsAndRidings/ResultsParty.aspx?Season=0&Parliament=4190e40c-3fa8-409c-bab7-5a4008b89f47.

8 Tel que cité par Ben Forster, "Alexander Mackenzie," *Dictionary of Canadian Biography*. http://www.biographi.ca/en/bio/mackenzie_alexander_12E.html.

9 John A. Macdonald, 7 mars 1876, *House of Commons Debates*, 3rd Parliament, Third Session, vol. 1, 495. http://parl.canadiana.ca/view/oop.debates_HOC0303_03/536?r=0&s=2.

10 Ibid.: 493.

11 John A. Macdonald, discours donné devant les Workingmen of Toronto, 30 mai 1881 https://www.collectionscanada.gc.ca/primeministers/h4-4035-e.html.

12 Lorne to Hicks-Beach, 3 December 1878, Lorne MS, A 717.

13 Lorne to Hicks-Beach, 8 février 1879, Lorne MS, A 717.

14 Dufferin to Lorne, 22 août 1878, LAC, Dufferin MS, A 416.

15 Hicks-Beach to Lorne, 31 décembre1878, Lorne MS, A 717.

16 Lorne to Hicks-Beach, — [?] mars 1879, Lorne MS, A 717.

17 Hicks-Beach to Lorne, 11 février 1879, Lorne MS, A 717.

MACDONALD : À SON ÉPOQUE ET À LA NÔTRE

Dr. JAMES DASCHUK est l'auteur de *Clearing the Plains : Disease, Politics of Starvation and the Loss of Aboriginal Life*, professeur adjoint à la faculté des études de kinésiologie et de santé à l'Université de Regina et chercheur au Saskatchewan Population Health and Evaluation Research Unit.

En 2015, alors que nous célébrons le bicentenaire de la naissance de John A. Macdonald, notre premier et plus important premier ministre est le centre d'une vive controverse sur le passé du Canada, mais aussi sur son présent. En tant qu'historien, je suis heureux de voir un tel débat sérieux durer si longtemps ; il semble que nous accordons finalement l'importance qui leur revient à l'histoire du Canada et à la place de Macdonald à l'intérieur de celle-ci. Les deux côtés opposés du débat autour de l'héritage de Macdonald ont été le plus succinctement exposés dans le *Walrus* à l'aube de l'anniversaire de naissance de Macdonald en janvier 2015. D'une part, Stephen Marche a décrit notre premier premier ministre comme un ivrogne raciste corrompu méritant un « mépris mûrement réfléchi et soutenu »[1] de notre part. À l'autre extrémité du débat, le plus récent biographe de Macdonald, Richard Gwyn, a défendu son protagoniste en décrivant Sir John A. comme le « premier bouc émissaire du Canada » que plusieurs écrivains du 21e siècle utilisent afin de « détourner l'attention de nos propres échecs » en tant que nation[2]. Dans sa défense du « Père Demain », Gwyn défend avec pertinence son héros des accusations de corruption – tout le monde politique était corrompu à l'époque ; d'alcoolisme — il avait été sobre durant la majeure partie de son mandat ; et de racisme – son successeur libéral, Wilfrid Laurier, avait été pire envers les Chinois en augmentant la tristement célèbre taxe d'entrée de 500 %.

La question au cœur du débat sur l'héritage de Macdonald vise à savoir s'il avait été, pour reprendre la bonne vieille expression, un « homme de son temps » qui avait agi en accord avec les croyances et les attitudes prévalant à son époque,

ou s'il avait été exceptionnel, c'est-à-dire ses actions et ses opinions étaient en avance ou en retard sur son temps. Je dois admettre mon propre parti pris dans cette controverse ; je suis sceptique à propos du désir d'attribuer le caractère d'une certaine époque à un seul individu. Le professeur Donald Smith a affirmé que « La biographie n'est pas l'histoire, le lien entre un écrivain et son personnage central est assez intense », et il n'est pas surprenant que les écrivains ressentent un enthousiasme important envers leurs sujets.[3] Je me méfie également de la tendance de vouloir interpréter les pensées ou les réflexions de personnages historiques tels que Macdonald. Mon conseiller d'études supérieures m'avait averti qu'étudier des idées seulement au niveau des idées est comme tenter de clouer du Jello à un mur.

Plutôt que de s'aventurer sur la terre molle des idées, les actions de Macdonald et l'héritage de ses politiques nous offrent des preuves tangibles qui peuvent être évaluées de façon sérieuse. On ne peut nier la longue ombre de son influence sur notre nation. Il est juste de la part de Gwyn de présenter Macdonald comme « celui qui nous a fait ». Que nous serions tous les Américains sans lui, tel que Gwyn l'a suggéré, est de l'ordre de l'histoire contre-factuelle et de la spéculation. L'article suivant se concentre sur l'influence de Macdonald sur la relation entre l'État et ses populations autochtones, son legs le plus controversé. Dans une récente collection d'essais intitulée *Macdonald at 200*, l'historien J.R. Miller a écrit que suite à sa réélection de 1878, le premier ministre a également eu le plus long mandat en tant que ministre des Affaires indiennes et « pour le meilleur ou pour le pire, Macdonald a été l'architecte de la politique canadienne sur les autochtones. La fondation que lui et son gouvernement ont établie allait demeurer largement inchangée jusqu'au milieu du 20e siècle ».[4] Les enjeux à propos des « Indiens » étaient une partie tellement centrale de son deuxième mandat que Macdonald les supervisait personnellement, ne confiant cet enjeu à personne jusqu'en 1888, seulement après la complétion du Canadien Pacifique ; la côte ouest se faisait alors massivement coloniser et la population autochtone des Prairies ne faisait plus partie de la conscience canadienne.[5] Gwyn a écrit : « Après Macdonald, les premiers ministres canadiens ne se sont pas vraiment intéressés aux enjeux autochtones. Les livres d'histoire mentionnent à peine les actions des peuples autochtones pendant cette période. Nous avons réussi à les rendre invisibles ».[6] À partir du moment où Macdonald n'a plus été responsable du ministère des Affaires indiennes à la fin des années 1880, cette position a été l'une des moins convoitées au cabinet, les ministres travaillant sur ce sujet n'acquérant aucune notoriété, à l'exception de certains fiascos occasionnels, tel que le soi-disant livre blanc écrit par Jean Chrétien durant les premières années de l'administration Trudeau.

Les universitaires et les biographes s'entendent pour dire que durant le mandat de Macdonald aux Affaires indiennes, les enjeux relatifs aux autochtones étaient un élément intégral, bien qu'implicite, de la colonisation de l'Ouest. Macdonald avait écrit à son commissaire des Affaires indiennes, Edgar Dewdney, en 1881 que « Je n'ai pas l'intention d'abandonner ma position actuelle au ministère aussi longtemps que je resterai au gouvernement. Les affaires courantes peuvent être prises en charge par les chefs permanents, mais les questions autochtones, et le système d'octroi des terres, forment une si grande partie de la politique générale du gouvernement que je crois qu'il est nécessaire pour le premier ministre, quel qu'il soit, d'avoir ces enjeux dans ces propres mains ».[7] Comme l'historien J.R. Miller a expliqué : « Si nous n'avions pas réussi à faire quelque chose avec les Indiens de l'Ouest, la colonisation n'aurait pas eu lieu, le chemin de fer n'aurait pas pu prospérer et l'avenir d'un Canada transcontinental aurait été en péril. »[8] Le chemin de fer allait bien sûr se faire compléter. L'avenir du Canada en tant que nation transcontinental a été accompli. On ne peut nier le succès du plan de Macdonald pour la colonisation blanche. En 1920, la population de la Saskatchewan a atteint un million de personnes, un nombre qui a seulement été dépassé après 2012. La question qui demeure au cœur de la controverse sur la place de Macdonald dans notre mémoire collective : Quel a été son « succès » dans le traitement qu'il a réservé aux Premières Nations de l'Ouest ?

La première question à considérer sur sa relation avec la population autochtone est son opinion à propos de la race. Les éditeurs de *Macdonald at 200* étaient particulièrement diplomatique à cet égard : « Il était, comme la plupart des gens de son époque, profondément méfiant envers les personnes qui n'avaient pas la même couleur de peau que lui ».[9] L'article de Donald Smith dans *Macdonald at 200* a souligné la nature positive de sa relation avec les Premières nations de l'Est en notant qu'« Il n'y a pas de doutes que Macdonald avait le bien-être de l'individu autochtone à cœur, particulièrement celui qui désirait s'intégrer dans la société dominante. »[10] En cataloguant un certain nombre de bonnes relations qu'il a établies avec certains professionnels autochtones qui avaient reçu une éducation occidentale, tel que Oronhytekha (Dr. Peter Martin), le professeur Smith a généralisé à propos de « l'optimisme » de Macdonald qui avait confié sa vision d'une population autochtone intégrée dans le nouveau Canada au « ministère des Affaires indiennes, qui souffrait d'un manque de ressources financières et humaines, et aux missionnaires chrétiens qui étaient tout aussi mal financés ». À la lumière des échecs de la politique sur les autochtones et du système de pensionnats, l'explication de Smith à propos de la vision optimiste de Macdonald semble déplacée : « Par esprit de justice envers notre premier premier ministre, nous n'avons pris connaissance de la lenteur à laquelle que les cultures évoluent que vers le milieu du 20e siècle. Le développement de la nouvelle discipline de l'anthropologie nous a aidés à mieux comprendre la force et la résilience des cultures autochtones d'Amérique du Nord ».[11]

Le raisonnement du professeur Smith à propos d'un siècle de la politique sur les autochtones est discutable, mais sa recherche nous montre que Macdonald n'a pas été motivé que par des notions

simplistes de supériorité raciale. En effet, ses amitiés et ses interactions professionnelles avec des dirigeants autochtones de l'Est nous montrent « ce qui aurait pu être » à propos des enjeux touchant aux autochtones. Au lieu, Macdonald a pris une approche différente à l'Ouest, où il croyait « qu'on ne devrait pas juger le nomade sauvage du Nord-Ouest basé sur les normes de l'Indien de l'Ontario. »[12] À la fin du 19e siècle, plus d'un siècle d'interactions et de relations s'était établi en Ontario, les deux sociétés ayant vécu à travers beaucoup d'expériences ensemble. En revanche, les Canadiens étaient considérés comme des envahisseurs à l'Ouest, même au cœur de la colonie de la rivière Rouge après à l'achat de la Terre de Rupert en 1870. La position agressive adoptée par le Canada envers l'Ouest a diminué durant les années où les conservateurs se sont retrouvés dans le désert politique après le Scandale du Pacifique.

À leur retour au pouvoir en 1878, le sort de Macdonald, de son parti et de l'économie de la nation entière dépendaient de l'achèvement rapide du chemin de fer vers le Pacifique. La population autochtone des plaines, ces nations qui avaient signé divers traités numérotés entre 1871 et 1877 et qui croyaient que le développement de la région n'allait se produire que dans plusieurs décennies, allait en venir à être considérée comme l'obstacle le plus important au succès de la Politique nationale. La signature des « traités numérotés » et la cession de terres qu'ils ont entraînées ont littéralement fourni la base légale pour la société agraire blanche qui ne tarda pas à dominer la région. En échange à l'accès à presque toutes les terres à l'exception de minuscules ilots réservés par la Dominion pour les habitants originaux de la région (les réserves), le Canada a accepté de prendre une série d'obligations juridiques pour dédommager leurs partenaires de traités. Les traités n'ont pas été imposés à des communautés appauvries de l'Ouest. Les modifications apportées aux formulations originales des traités se sont produites suite à de sérieuses et parfois âpres négociations.

Lorsque le bison a disparu au printemps de 1878, l'équilibre du pouvoir entre les partenaires a été irrévocablement perdu. Presque du jour au lendemain, ces communautés dont la survie dépendaient de la chasse, et qui comptaient depuis des générations sur ces troupeaux, se sont retrouvés sans nourriture et nécessitant l'aide canadienne. Certains, comme le chef Beardy des Cris des plaines, avaient envisagé cette éventualité et avaient fait en sorte d'inscrire une promesse d'aide humanitaire dans le Traité no 6 :

> Que dans le cas où par la suite les Indiens compris dans ce traité seraient visités par la peste ou par une disette générale, la Reine, lorsqu'elle aura reçu un certificat en bonne et due forme de Son agent ou de Ses agents pour les Affaires indiennes accordera tous et tels secours que Son surintendant en chef des Affaires indiennes croira nécessaires et suffisants pour les soulager du fléau qui aura fendu sur eux ;[13]

Durant les premiers jours de la famine, lorsque les quelques autorités canadiennes de la région se démenaient pour trouver de la nourriture pour les individus qui mourraient de faim, la correspondance entourant la question laisse entrevoir une réelle préoccupation pour le bien-être de la population autochtone de la part de la Gendarmerie du Nord-Ouest. L'élection des conservateurs, à l'automne de 1878, a entrainé une nouvelle obligation pour lutter contre la famine. Cependant, la distribution alimentaire prit un tournant de plus en plus coercitif lorsque les rations vinrent à être utilisées non seulement comme façon de remédier à la famine, mais également comme moyen de contrôle. Un politicien de l'opposition a appelé les nouvelles mesures « une politique de soumission façonnée par une politique de la famine », où seuls ceux qui avaient signé le traité et qui s'étaient installés sur les réserves qui leur avaient été assignées se faisaient offrir de la nourriture. Durant la première année du retour des conservateurs au pouvoir, au moins quatre chefs ont installé leurs communautés sur les réserves près de Battleford en échange de nourriture.[14]

Au lieu d'honorer l'esprit dans lequel le traité a été signé, les autorités ont commencé à utiliser de plus en plus la nourriture comme un moyen de contrôler la population autochtone qui souffrait de malnutrition et qui devenait de plus en plus malade. Le 3 mai 1880, Macdonald a décrit la gestion du programme de rationnement à la Chambre des communes :

> *Il est possible que, dans certains cas, les Indiens aient été nourris même s'ils ne se trouvaient pas dans une position extrême de faim et de famine, et j'ose dire, il y a eu des cas où la nourriture leur a été imposée ; mais pour autant que je peux dire, les agents ont fait preuve d'une surveillance raisonnable sur l'approvisionnement alimentaire.... en étant sévère, même avare, dans la distribution de nourriture et en exigeant des preuves absolues de faim avant d'attribuer des rations.*[15]

Deux ans plus tard, Macdonald a défendu ses officiers à propos des allégations que les dépenses d'aide pour les autochtones grandissaient sans surveillance adéquate :

> *Pour ce qui en est du contrôle de la famine, la question doit être traitée sur place ; mais toute la question doit être traitée par M. Dewdney, qui a à sa charge l'ensemble des réserves. C'est lorsque les Indiens souffrent de famine que nous les aidons, mais les portions ont été réduites à un demi et un quart de rations ; mais quand ils se trouvent dans un état d'extrême pauvreté, nous ne pouvons pas les laisser mourir par manque de nourriture... J'ai des raisons qui me portent à croire que les agents dans leur ensemble, et je suis sûr que cela est le cas avec le commissaire, font tout ce qu'ils peuvent en refusant de les nourrir jusqu'au moment qu'ils sont affamés, pour réduire les dépenses.*[16]

Avant la fin de 1882, le dernier des chefs qui refusaient de signer les traités, Mistahi-maskwa, ou Big Bear, a mis son nom sur le Traité nº 6 en échange de nourriture pour son peuple qui mourrait de faim. Plus tôt, un médecin de la police avait signalé qu'« il serait en effet difficile d'exagérer leur extrême misère et le besoin dans lequel ils se trouvent ».[17] J.R. Miller a résumé l'expérience de Big Bear et des derniers résistants à la signature des traités comme ayant été « affamés au point de signer ».[18] En ne leur donnant de la nourriture qu'après la signature du traité et après leur relocalisation dans les réserves, le gouvernement a cruellement, mais certainement éliminé de façon efficace toute menace qui pouvait être posée à la construction du chemin de fer en concentrant les populations autochtones dans les collines Cyprès. Des milliers d'autochtones ont été contraints à signer le traité et à s'établir sur les réserves à cause de la famine, mais la situation de beaucoup d'individus a empiré lorsqu'ils se sont retrouvés sur les réserves. Les aliments destinés à remédier à la famine pourrissaient dans des entrepôts parce que les officiers du gouvernement ne distribuaient que de très maigres portions. Pire encore, toute perception de résistance ou même de questionnement de l'autorité au sein de la population de la réserve pouvait entraîner les officiers à refuser de distribuer des rations pour des communautés entières pendant aussi longtemps que huit jours.[19] Plus tard, Macdonald a ignoré les critiques qui ont été formulées par rapport à la distribution de la nourriture, ainsi que les allégations de collusion entre les fonctionnaires du ministère et les fournisseurs de produits alimentaires à propos de la distribution d'aliments avariés. « Nous ne pouvons pas considérer ceci comme un manquement de notre part puisque les autochtones vivaient sur la charité du gouvernement... et comme va le vieil adage, la nécessité fait loi. »[20]

Le « succès » de Macdonald dans ses interactions avec les peuples autochtones de l'Ouest alors que la construction du chemin de fer battait son plein vers le Pacifique a été qu'il a su rapidement et définitivement subjuguer les premiers habitants de la région, s'appropriant ainsi leurs terres pour le Canadien Pacifique et le flot d'immigrants qui allait déferler sur la région par la suite. Après 1885, pour reprendre l'image de Gwyn, les peuples autochtones sont devenus « invisibles ».[21] À la suite de la courte insurrection qui s'était produite en Saskatchewan, le Dominion est devenu particulièrement sévère envers les Premières nations de la région. Seulement trois semaines après la cérémonie marquant l'achèvement du CP, la pendaison de huit hommes autochtones à Battleford, la plus importante exécution dans l'histoire du Canada, a signalé que la marginalisation de la population autochtone était complète. Selon Edgar Dewdney, ces pendaisons devaient agir comme « spectacle public ». Pour le premier ministre, ces meurtres devaient « convaincre l'homme rouge que l'homme blanc gouverne ».[22] En peu de temps, l'intimidation a été institutionnalisée par une gamme de politiques draconiennes qui sont devenues tellement fortement ancrées qu'elles continuent à nous hanter en tant que nation aujourd'hui. Les pratiques religieuses traditionnelles, telles que la danse du soleil et le Potlatch en Colombie-Britannique, ont été interdites jusqu'en 1951 lorsque les aspects les plus répressifs de la Loi sur les Indiens ont été abandonnés. Le tristement célèbre « système de passe », qui a été en place à partir de 1885 jusqu'en 1951, et que J.R. Miller appelle « extralégal », confinait les autochtones sur leurs réserves, compromettant ainsi leur mobilité, leurs possibilités économiques et leur quête de nourriture[23]. Les institutions de gouvernance des autochtones étaient une cible privilégiée par les autorités canadiennes ; dans les mots du commissaire des Affaires Indiennes Hayter Reed : « Toutes les manières possibles sont utilisées pour détruire le système tribal ou communautaire ».[24] Tout petit progrès réalisé au cours de la conversion difficile vers l'agriculture a été détruit par l'implantation du système « d'agriculture paysanne » où la production commerciale a été convertie en agriculture de subsistance, institutionnalisant la pauvreté et l'insécurité alimentaire dans les réserves par l'utilisation du système de permis (les autochtones devaient demander une autorisation écrite à un employé du ministère des Affaires indiennes afin de vendre des produits cultivés sur la réserve).[25] Selon Miller, « Cette folie était officiellement justifiée par de la "science", ou tout ce qui passait pour tel à la fin du 19e siècle »[26]. Au cours des dernières années, nous en sommes venus à comprendre les implications du legs le plus tenace de Macdonald ; la création d'un système d'écoles résidentielles à l'échelle nationale. Ces écoles ont été actives pendant plus de 100 ans et près de 150 000 enfants ont été enlevés à leurs foyers et placés dans des institutions dont l'objectif officiel était la destruction de la langue et de l'identité autochtone. La violence subie par des générations d'enfants, dont le bien-être avait été de la responsabilité du gouvernement du Canada, est notre plus grande honte en tant que nation.

En tant que responsable des Affaires indiennes durant les dix premières et plus importantes années, le « succès » de Macdonald à ce poste a été l'élimination de la population autochtone des prairies qui était perçue comme une menace à l'établissement d'une société agraire blanche dans la région, mais aussi l'implémentation de mécanismes qui étaient si coercitifs que la population des réserves était essentiellement devenue « invisible » à nos ancêtres. Comme chef du ministère des Affaires indiennes, Macdonald n'a pas été motivée par un sens malavisé de bienveillance. Plutôt, l'agression subie par les communautés, les institutions et les individus autochtones de la part du Canada a été entreprise afin d'éviter le plus d'obstacles possible au développement de la population de colons. De récentes et sérieuses recherches commencent à interpréter l'agression de l'État sur les communautés autochtones comme une forme de génocide.[27]

Deux cents ans plus tard, nous devrions légitimement nous interroger sur l'héritage de Macdonald. Si, comme Richard Gwyn a affirmé : « Nous sommes aujourd'hui l'un des pays les plus prospères de la planète, que pratiquement toutes les études comparatives internationales nous situent à l'intérieur — ou très près de l'être — du top dix des pays ayant la meilleure la qualité de

la vie, de gouvernance et de possibilité de vivre paisiblement »[28], comment pouvons-nous concilier le fait qu'en 2014 des indicateurs similaires utilisés pour les Canadiens autochtones les placent au 73e rang, à égalité avec les conditions de vie de la Roumanie? Comment pouvons-nous concilier notre idée de la décence fondamentale de la société canadienne avec ce genre d'iniquité, en particulier lorsque ces inégalités se concentrent autour de la race? La partie du Canada que Gwyn décrit avec fierté a été construite au détriment de la santé, du bien-être et même de la vie des premiers habitants du pays. Le plus tôt nous allons reconnaitre collectivement ce fait, le plus tôt nous allons pouvoir nous débarrasser du fardeau du « succès » de la politique autochtone de Macdonald et nous allons pouvoir collectivement nous avancer vers une société véritablement mature.

NOTES

1 Old Macdonald : Sir John A. was a racist, a colonialist, and a drunk. Why are we celebrating him? *The Walrus*, Jan.-Feb. 2015 http://thewalrus.ca/old-macdonald/.

2 Canada's First Scapegoat. *The Walrus.*

3 Donald Smith, communication personnelle, 19 octobre 2013 (courriel).

4 J.R. Miller, "Macdonald as Minister of Indian Affairs : The Shaping of Canadian Indian Policy." In Patrice Dutil and Roger Hall, eds. *Macdonald at 200 : New Reflections and Legacies* (Toronto : Dundurn, 2014): 311.

5 James Daschuk, *Clearing the Plains : Disease, Politics of Starvation and the Loss of Aboriginal Life* Regina : University of Regina Press, 2013.

6 "Canada's First Scapegoat."

7 Cité dans J.R. Miller, "Macdonald as Minister of Indian Affairs : The Shaping of Canadian Indian Policy": 323. Pour plus de renseignements sur la perspective selon laquelle l'assujetissement des populaitons autochtones a été un élément implicite et essentiel de la Politique nationale, voir Joyce Green, "Towards a Détente with History : Confronting Canada's Colonial Legacy." *International Journal of Canadian Studies* 12(1995): 85-105.

8 Miller, "Macdonald as Minister of Indian Affairs : The Shaping of Canadian Indian Policy": 324.

9 Patrice Dutil et Roger Hall, "Introduction : A Macdonald for Our Times." Dans Patrice Dutil et Roger Hall, eds. *Macdonald at 200 : New Reflections and Legacies*: 16.

10 Donald Smith, "Macdonald's Relationship with Aboriginal Peoples." Dans Patrice Dutil et Roger Hall, eds. *Macdonald at 200 : New Reflections and Legacies*: 76.

11 Smith, "Macdonald's Relationship with Aboriginal Peoples": 81.

12 Cité dans Miller, "Macdonald as Minister of Indian Affairs : The Shaping of Canadian Indian Policy": 324.

13 https://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1100100028710/1100100028783.

14 Daschuk, *Clearing the Plains*: 114.

15 Debats de la Chambre des communes, 4 mai 1880: 1942.

16 Debates of the House of Commons, April 27, 1882: 1186.

17 Hugh Dempsey, *Big Bear : The End of Freedom* (Vancouver : Douglas and McIntyre, 1984): 109.

18 Miller, "Macdonald as Minister of Indian Affairs : The Shaping of Canadian Indian Policy": 330.

19 Pour des exemples, voir le *Saskatchewan Herald*, 23 février 1884 et 31 mai 1884.

20 Daschuk, *Clearing the Plains*: 140.

21 "Canada's First Scapegoat."

22 Daschuk, *Clearing the Plains*: 156-157.

23 Miller, "Macdonald as Minister of Indian Affairs : The Shaping of Canadian Indian Policy": 331.

24 Miller, "Macdonald as Minister of Indian Affairs : The Shaping of Canadian Indian Policy": 329.

25 Voir Sarah Carter, *Lost Harvests : Prairie Indian Reserve Farmers and Government Policy* (Montreal : McGill-Queen's University Press 1990) et "Two Acres and A Cow : 'Peasant' Farming for the Indians of the Northwest, 1889-1897." *Canadian Historical Review* 70 (1989): 27-52.

26 Miller, "Macdonald as Minister of Indian Affairs : The Shaping of Canadian Indian Policy": 334.

27 Alex Woolford, Jeff Benvenuto, and Alexander Laban Hinton, Eds. *Colonial Genocide in Indigenous North America* (Durham : Duke University Press, 2014).

28 Gwyn, "Canada's First Scapegoat."